

Le jeudi 05 avril 2007

CHANTIER MARITIME VERREAULT

Une coalition morale pour la survie

Carl Thériault

Le Soleil

Un groupe de leaders gaspésiens est prêt à exercer leur influence morale en formant une coalition pour la survie du chantier maritime Verreault de Les Méchins.

« Plusieurs personnes crédibles dans leur milieu pourraient se regrouper pour faire une intervention commune afin de sensibiliser la population à l'impact socio-économique du chantier et aux conséquences de la fermeture de l'entreprise », a évoqué Mgr Bertrand Blanchet, archevêque de Rimouski.

Les appels téléphoniques logés hier par Le Soleil au bureau de Mme Verreault n'ont pas été retournés.

« C'est une démarche sage et porteuse de la part de Mgr Blanchet qui est un homme d'Église mais aussi un développeur régional. Je crois que le danger de fermeture du chantier n'est pas du bluff. Il faut sauver les emplois et venir en aide à une entreprise qui a fait ses preuves avec Denise Verreault », a exprimé, au Soleil, le député de Matane, Pascal Bérubé, qui a rencontré la propriétaire de l'entreprise quelques jours après son élection. « Mme Verreault m'a fourni des informations que je n'avais pas et m'a demandé de faire entendre raison à la CSN », a ajouté le député.

L'impasse entre les deux parties porterait principalement sur la flexibilité des horaires de travail pendant les fins de semaine.

« Un soutien moral de Mgr Blanchet est très bienvenu. Un regroupement de personnes ne peut pas nuire, car il n'y a rien qui bouge actuellement. Il faudrait bien encadrer une telle démarche pour savoir jusqu'où aller avec les parties. La fermeture du chantier n'est pas un bluff », a exprimé Donald Grenier, maire des Méchins, une municipalité qui s'apprête à effectuer à la fin du printemps des travaux d'aqueduc de 4 millions \$. Un demi-million de dollars a déjà été investi pour la préparation de ces travaux.

Impact négatif

« Si on perdait la valeur de cette entreprise aux Méchins, le compte de taxes des contribuables en subirait les conséquences. Et il y a actuellement l'impact négatif sur le chiffre d'affaires des commerces et des travailleurs qui sont partis trouver du travail à l'extérieur.»

Carol Dagneau, directeur général de la Chambre de commerce de la Haute-Gaspésie, croit que convaincre les parties à négocier « doit être un travail d'équipe en s'associant pour sauver cette entreprise ».



L'archevêque de Rimouski, Mgr Bertrand Blanchet, souhaite que des personnes crédibles dans leur milieu tentent de convaincre les gens de l'impact socio-économique du chantier.
Photo crédit

Le prochain test pour l'entreprise et ses employés pourrait bien être l'ouverture des soumissions pour la rénovation du traversier Camille-Marcoux qui devait avoir lieu hier à la Société des traversiers du Québec, mais qui a été reportée au 10 avril.